

Étude spéciale : histoire économique du Québec depuis une soixantaine d'années

Cette étude vise à camper l'histoire économique du Québec depuis la fin des années 1940. Par le passé, quelques ouvrages ont été publiés par différents auteurs afin de déterminer les cycles économiques de certaines grandes périodes. Cette fois-ci, l'analyse a été approfondie grâce à une estimation trimestrielle du PIB réel qui remonte plus loin dans le temps. Les périodes de récession et de reprise ont pu être établies avec plus de précisions depuis plus de soixante ans. Cette approche inédite a permis d'identifier les événements qui ont façonné les cycles économiques du Québec à travers les décennies. Ce document constitue ainsi un précieux point de référence qui rehausse la compréhension des enjeux économiques de la province depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce projet a été réalisé par une équipe du département d'économique de l'Université de Sherbrooke en collaboration avec les Études économiques du Mouvement Desjardins.

ÉTUDES ANTÉRIEURES : CYCLES ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC AVANT 1980

Les travaux de recherche réalisés au fil des ans ont avancé plusieurs pistes concernant les grands événements qui ont marqué l'histoire économique de la province. Le point de départ de la présente analyse a donc été de rassembler les diverses explications des cycles économiques du Québec. Le résumé de la revue de littérature (tableau 1 à la page 2) permet d'identifier les principaux phénomènes socioéconomiques qui ont touché le Québec à partir des années 1940 jusqu'à la fin des années 1980.

Il ressort de la synthèse des travaux réalisés précédemment que, pendant la période 1945-1960, la province s'est spécialisée dans les industries de biens de consommation. Durant cette même période, les investissements dans les ressources naturelles au Québec ont beaucoup contribué à la croissance économique. Ces investissements étaient pour une grande part d'origine étrangère, notamment en provenance des États-Unis (Linteau, *et al.* 1989). La période allant de 1960 à 1980 a été marquée par une présence accrue du secteur public dans l'activité économique à travers la création de sociétés d'État (Linteau, *et al.* 1989). Durant cette vingtaine d'années, des investissements publics massifs en infrastructures, en logements et dans les services sociaux ont été réalisés.

Malgré la qualité des travaux, la datation de certains événements tels que les récessions, les ralentissements économiques et les périodes de croissance, ou encore les facteurs explicatifs de ces phénomènes ont tendance à diverger selon ces différentes études réalisées. La présente analyse vise à apporter un nouvel éclairage puisque certaines variables qui n'étaient pas disponibles à l'époque et qui le sont aujourd'hui contribuent à mieux expliquer les cycles économiques antérieurs à 1981. Par conséquent, l'estimation d'un PIB trimestriel depuis la fin des années 1940 ainsi que les nouvelles statistiques ont permis de mieux saisir l'évolution de l'économie ainsi que les facteurs à l'origine des soubresauts de l'activité.

Le défi des années subséquentes à 1980 était moindre puisque des données officielles étaient déjà disponibles sur une base trimestrielle et que l'analyse des cycles avait déjà été documentée, notamment dans le cadre de la dernière mise à jour de l'Indice précurseur Desjardins¹. La datation des points de retournement de l'économie québécoise a été analysée et les facteurs explicatifs ont été identifiés.

¹ http://www.desjardins.com/fr/a_propos/etudes_economiques/actualites/point_vue_economique/pv011613.pdf

Philippe Kabore
Étudiant à la maîtrise, Université de Sherbrooke

Marcelin Joanis et Luc Savard
Ph.D. Professeurs, Université de Sherbrooke

418-835-2450 ou 1 866 835-8444, poste 2450
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com

François Dupuis
Vice-président et économiste en chef

Hélène Bégin
Économiste principale

Tableau 1 – Résumé : revue de littérature des cycles économiques du Québec

Auteurs	Conclusions
Raynault (1961)	<ul style="list-style-type: none"> - Périodes de récession économique plus courtes au Québec que dans les autres provinces du Canada entre 1945 et 1960. - Spécialisation du Québec dans les biens industriels dont l'élasticité-revenu est faible.
Vallières (1973)	<ul style="list-style-type: none"> - Forte augmentation des prix de l'après 2^e guerre mondiale jusqu'au début des années 1950. - Niveau de production élevé au Québec durant la période 1952-1953.
Fortin (1980)	<ul style="list-style-type: none"> - Chômage comme problème majeur au Canada jusqu'en 1966.
Hébert (1989)	<ul style="list-style-type: none"> - Entre 1940 et 1960 : forte sensibilité de l'économie du Québec aux conflits militaires (Seconde Guerre mondiale et guerre de Corée). - Recul du PIB par habitant avec les récessions apparues au Québec en 1949 et en 1957-1958. - Longue période d'expansion économique au Québec entre 1961 et 1974.
Linteau, <i>et al.</i> (1989)	<ul style="list-style-type: none"> - Fort investissement dans l'exploitation des ressources naturelles et dans les infrastructures de transport au Québec après 1945 jusqu'en 1953. - Croissance économique élevée au Québec entre 1962 et 1967. - Forte montée des prix (forte inflation) de 1971 à 1980.
Dauphin (2007)	<ul style="list-style-type: none"> - Croissance économique du Québec entre 1945 et 1952 est due à la forte augmentation du revenu personnel réel. - Forte présence de l'État dans l'activité économique à partir des années 1960.

Source : Compilation du département d'économie, Université de Sherbrooke

HISTORIQUE TRIMESTRIEL DU PIB RÉEL DU QUÉBEC : UN PRÉREQUIS POUR IDENTIFIER LES CYCLES ÉCONOMIQUES

La volonté de se prémunir contre les effets néfastes des récessions a poussé de nombreux économistes à analyser les causes des épisodes antérieurs. Leurs travaux passent généralement par l'établissement de données économiques trimestrielles fiables, dont une des plus importantes est le PIB réel trimestriel. C'est ce qu'a réalisé le Bureau of Economic Analysis (BEA) aux États-Unis, à travers la détermination du PIB réel trimestriel de 1947 à nos jours. Quant au National Bureau of Economic Research (NBER)², il définit une récession comme un déclin significatif de l'activité économique. Cette contraction s'étend sur toute l'économie pendant plusieurs mois. Ce déclin est mesuré avec plusieurs statistiques autres que le PIB réel des États-Unis, soit le revenu réel, l'emploi, la production industrielle, les ventes en détail et les ventes en gros.

Les données du PIB trimestriel du Canada et de ses composantes sont produites depuis 1961. Cependant, les provinces ne bénéficient pas de la disponibilité de séries trimestrielles du PIB sur une aussi longue période. Seules des données annuelles provinciales débutant en 1981 sont diffusées par Statistique Canada. Pour pallier au manque de données trimestrielles historiques des autres provinces, certaines

études de reconstruction ont été réalisées, dont une du ministère des Finances du Canada³. Celle-ci couvre la période de 1980 à 1990. Le Québec et l'Ontario font toutefois exception puisque des données trimestrielles sont produites à partir de 1981 par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) et le ministère des Finances de l'Ontario. Dans le cadre du projet de recherche confié à l'Université de Sherbrooke, une série trimestrielle du PIB réel pour les années antérieures a été bâtie afin de compléter les données existantes pour le Québec depuis 1981 et de remonter plus loin dans le temps. Les détails des méthodes de calculs sont présentés ci-contre (encadré 1 à la page 3).

Une définition pratique et couramment utilisée au Canada d'une récession économique est de la considérer comme une baisse consécutive du produit intérieur brut réel sur deux trimestres ou plus (Bégin, 2008). Celle-ci (2008) va plus loin, en distinguant une récession classique d'une récession technique. Une récession technique se caractérise par une faible ampleur et par une détérioration beaucoup moins importante du marché du travail. Un PIB trimestriel pour le Québec depuis la fin des années 1940 s'avérait donc nécessaire afin d'identifier plus précisément les points de retournement des cycles économiques, l'ampleur des récessions ainsi que la durée en nombre de trimestres.

² Le Comité de datation des cycles économiques du NBER a pour rôle de maintenir une chronologie des cycles économiques aux États-Unis.

³ Voir Lamy et Sabourin (2001).

ENCADRÉ 1 - MÉTHODOLOGIE DE CALCULS D'UN HISTORIQUE DU PIB RÉEL

Les travaux se sont déroulés en deux étapes. D'abord, une estimation du PIB réel trimestriel de la province a dû être établie de 1948 à 1980. Sur cette période, il n'existait pas de données trimestrielles du PIB réel permettant de déterminer avec précision les cycles d'affaires au Québec. Une série a donc été bâtie à l'aide de plusieurs statistiques et la technique de Ginsburgh modifiée⁴ a été retenue pour construire une estimation trimestrielle du PIB réel. Dans une seconde étape, le PIB trimestriel réel de la période 1948-1980 a été imbriqué à celui déjà produit par l'ISQ et qui débute en 1981.

Compte tenu de la rareté des statistiques trimestrielles permettant de calculer le PIB réel sur la période avant 1981 à l'aide de la matrice des comptes nationaux, une technique de trimestrialisation du PIB réel annuel du Québec a été utilisée. Puisque nous disposons du PIB réel annuel du Québec avant 1981 et de quelques variables trimestrielles (couvrant les mêmes périodes que le PIB réel annuel), la même démarche que l'ISQ a été adoptée. Il s'agit d'utiliser la méthode de Ginsburgh modifiée. Celle-ci a été développée par des chercheurs⁵ de l'ISQ en plus d'être actuellement employée pour produire certaines variables particulières nécessaires aux comptes économiques trimestriels.

La rareté des statistiques trimestrielles pour construire la série du PIB réel du Québec avant 1981 a posé des défis importants dans le cadre de l'analyse. Celles qui ont été retenues sont : l'indice de l'emploi industriel (graphique A), la valeur réelle des ventes au détail (graphique B), les logements mis en chantier au Québec ainsi que le PIB réel des États-Unis.

Le calcul de la valeur réelle pour les ventes au détail, le PIB québécois et le PIB américain a nécessité l'utilisation de certains indices des prix, soit respectivement l'indice trimestriel des prix du commerce de détail du Québec, le déflateur annuel du PIB du Québec et le déflateur trimestriel du PIB des États-Unis. Pour la période de 1948 à 1980, certains indices de prix n'étaient pas encore produits pour le Québec, de sorte que ceux disponibles pour le Canada ont été utilisés.

LA MÉTHODE DE GINSBURGH MODIFIÉE

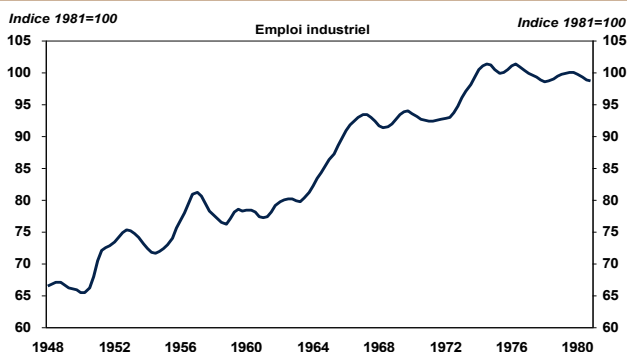
Supposons qu'une statistique annuelle soit disponible et qu'une estimation trimestrielle soit requise aux fins d'analyse. Dans notre cas, il s'agit du PIB réel annuel. Supposons également qu'il existe des statistiques trimestrielles qui sont en principe fortement corrélées à la variable trimestrielle à déterminer. Les statistiques trimestrielles sont alors agrégées en variables annuelles afin de déterminer une relation annuelle qui est la suivante :

$$Y_t = X_t \beta + \mu_t$$

Avec X_t les variables trimestrielles agrégées en variables annuelles, Y_t la variable annuelle à trimestrialiser et μ_t le résidu annuel, il est possible de déterminer une série de résidus trimestriels $\hat{\mu}_t$ à partir des résidus annuels. Enfin, il suffit de faire l'agrégation pour déterminer la variable trimestrielle d'intérêt comme suit : $\hat{Y}_t = X_t \hat{\beta} + \hat{\mu}_t$

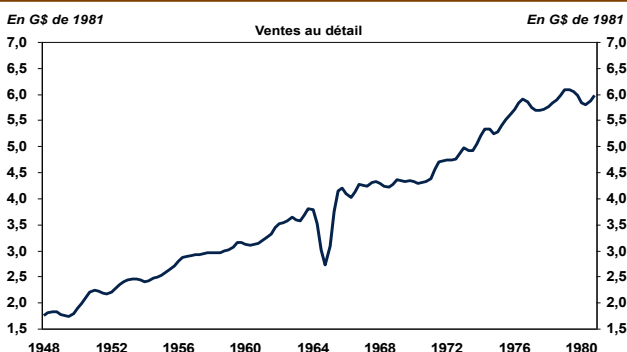
Avec X_t qui sont les variables trimestrielles explicatives, $\hat{\beta}$ les estimateurs devant chaque variable explicative et $\hat{\mu}_t$ le résidu trimestriel.

Graphique A – L'emploi industriel contribue à expliquer les cycles économiques du Québec avant 1980



Sources : Statistique Canada et Département d'économie, Université de Sherbrooke.

Graphique B – L'évolution des ventes au détail au Québec se répercute sur l'évolution du PIB réel

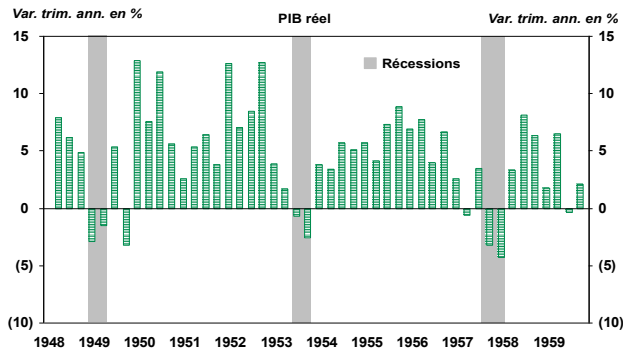


Sources : Statistique Canada et Département d'économie, Université de Sherbrooke.

⁴ Fortin, M., M. Joanis, P. Kaboré et L. Savard (à paraître), *Détermination du PIB réel trimestriel du Québec et analyse du cycle économique, 1948-1980*.

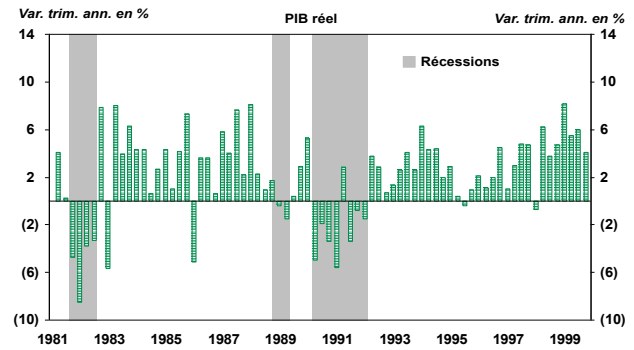
⁵ Carufel et Lizotte (1982).

Graphique 1 – Cycles économiques du Québec de la fin des années 40 et des années 50



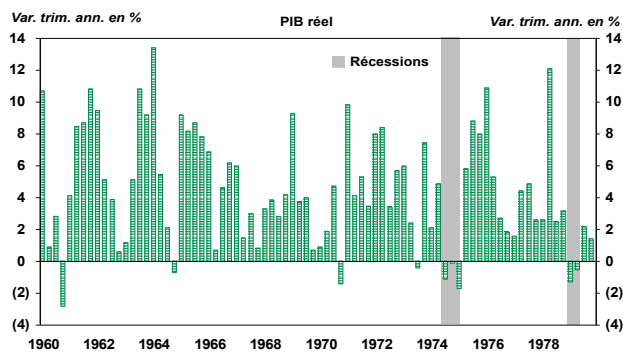
Sources : Institut de la statistique du Québec et Département d'économie, Université de Sherbrooke

Graphique 3 – Cycles économiques du Québec des années 80 et 90



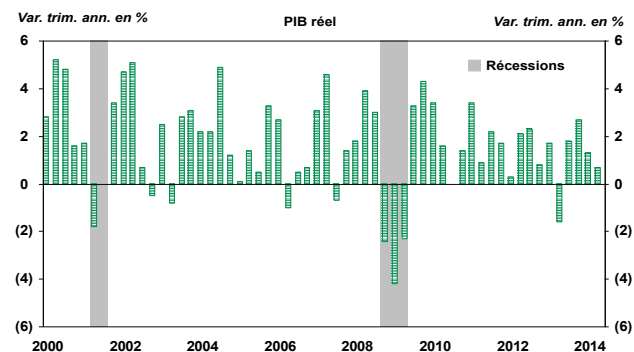
Sources : Institut de la statistique du Québec et Département d'économie, Université de Sherbrooke

Graphique 2 – Cycles économiques du Québec des années 60 et 70



Sources : Institut de la statistique du Québec et Département d'économie, Université de Sherbrooke

Graphique 4 – Cycles économiques du Québec des années 2000 et 2010



Sources : Institut de la statistique du Québec et Département d'économie, Université de Sherbrooke

NOUVELLE DATATION DES CYCLES ÉCONOMIQUES

L'historique du PIB réel trimestriel depuis 1948 permet d'approfondir l'analyse des cycles économiques, en identifiant les périodes de récession et de reprise qui ont marqué chacune des décennies au Québec (graphiques 1 à 4). Plusieurs périodes de contraction de l'activité se sont succédé depuis la fin des années 1940, soit un total de dix phases de récession dont, six classiques et quatre techniques. Les récessions classiques sont celles de 1949, de 1953-1954, de 1957-1958, de 1974-1975, de 1981-1982 et de 1990-1992. Quant aux récessions techniques, il y a celles de 1979, de 1989, de 2001 et de 2008-2009 qui sont détaillées plus loin. Rappelons qu'une récession est qualifiée de technique lorsqu'elle exerce un faible impact sur les autres indicateurs économiques tels que l'emploi, les demandes d'assurance-emploi, le commerce ou encore la construction.

Les remarques émises dans les études antérieures de Raynauld (1961) et Vallières (1973) s'avèrent toutes pertinentes en ce qui concerne la forte croissance de l'activité et les crises économiques qui ne perduraient pas de 1948 à 1980. Les années 1950, 1964 et 1978 montrent bien cette dynamique, car elles sont marquées par de très fortes progressions du PIB réel avec un taux trimestriel annualisé qui

variait entre 12,4 % et 14,1 %. Toutes les récessions observées jusqu'en 1980 ont la particularité d'être courtes avec un maximum de trois trimestres de baisses consécutives du PIB réel québécois. Les périodes de contraction du PIB réel québécois ont également été de faible ampleur jusqu'en 1980. Cette réalité n'est plus valide pour les cycles économiques suivants où des périodes de récession allant jusqu'à six trimestres consécutifs de baisses du PIB réel trimestriel sont observées, par exemple la récession économique de 1990-1992.

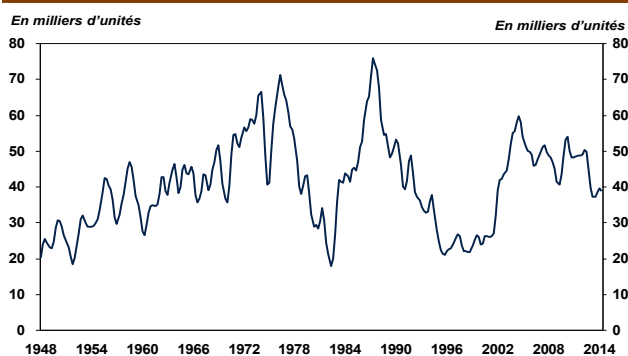
La différence de croissance ou récession économique avant et après 1980 pourrait s'expliquer par la modification de la structure économique du Québec. Il s'agit notamment de la part du secteur tertiaire qui a connu une forte montée au détriment du secteur secondaire (secteurs manufacturiers entre autres) et du secteur primaire (agriculture et autres). En effet, l'élasticité-revenu serait plus élevée pour le secteur tertiaire que le secteur secondaire. Cela implique qu'en cas de crise économique, une baisse du revenu entraînerait une réduction plus importante de la demande en provenance du secteur tertiaire que celle issue du secteur secondaire ou du secteur primaire.

LA FIN DES ANNÉES 40 : UNE PÉRIODE LIÉE AU CYCLE AMÉRICAIN

Lors de la période 1948-1980, il y a une première récession économique qui a duré du premier au deuxième trimestre de 1949, avec des taux de croissance trimestriels annualisés respectifs de -2,9 % et de -1,5 %. Cette récession a occasionné un recul du revenu par habitant au Québec. Elle demeure malgré tout modérée compte tenu de la faible baisse de la production industrielle. De plus, elle a été suivie par une importante reprise les trimestres suivants. En effet, le PIB réel affichait un taux de croissance annualisé de plus de 13 % au premier trimestre de 1950 et de 8,4 %, en moyenne, entre le premier trimestre de 1950 et le quatrième trimestre de 1952.

Différents facteurs expliquent la récession de 1949 (tableau 2 à la page 6). Parmi ceux-ci figurent la baisse du nombre de logements mis en chantier. La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) estimait en 2010 que les dépenses liées au logement représentent environ un cinquième du PIB du Canada⁶. Les dépenses en logement ont probablement joué un rôle similaire dans l'économie du Québec. Toutes les récessions classiques de la province ont été précédées par une baisse importante des mises en chantier résidentielles (graphique 5), à l'exception de la récession de 1957-1958. Les fortes diminutions observées, au premier trimestre de 1980 et au quatrième trimestre de 1981, résultent des conditions macroéconomiques défavorables au Canada et au Québec. Il s'agit, entre autres, d'une forte inflation et des taux d'intérêt très élevés. Quant à la forte croissance des logements mis en chantier en 1982, elle s'explique par des mesures exceptionnelles prises par les gouvernements, notamment le programme Corvée-Habitation qui permettait de consentir des prêts hypothécaires à taux réduits.

Graphique 5 – Mises en chantier résidentielles au Québec



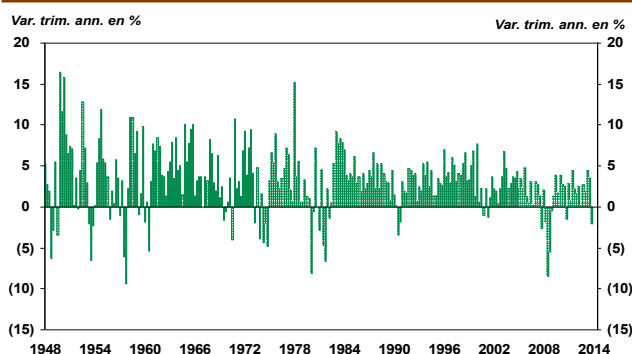
Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement et Département d'économie, Université de Sherbrooke

La récession de 1949 coïncide également avec l'essoufflement économique américain. Celui-ci s'est amorcé par une décélération de la croissance aux États-Unis au début de l'année 1948 avec une progression trimestrielle annualisée avoisinant 2,3% et 0,4 % respectivement aux troisième et quatrième trimestres de 1948. Par la suite, des diminutions ont caractérisé les premier et deuxième trimestres de 1949. Compte tenu des relations économiques étroites entre le Québec et les États-Unis, des effets négatifs de cette récession américaine ont été observés dans la province. Comme exemple de forte intégration économique, les exportations et les importations du Canada vers les États-Unis représentaient respectivement 65,1 % et 66,9 % des exportations et des importations totales en 1950 (Linteau, *et al.*, 1989, tableau 1, page 230).

Les périodes de récession et d'expansion économique des États-Unis s'avèrent quasi semblables à celles du Québec (graphique 6). Seules les récessions économiques de 1979 et de 1989 au Québec n'étaient pas liées à une récession au sud de la frontière. Elles sont malgré tout associées à une très faible croissance des États-Unis. En raison de son poids économique et de l'intégration des marchés américains et canadiens, toute politique monétaire et économique aux États-Unis a tendance à générer des répercussions sur le Canada et donc le Québec.

Schembri (2008) attribue la prospérité économique après la récession de 1949 à l'adoption d'un taux de change flexible au Canada. Il argumente que cette politique a entraîné une amélioration des termes de l'échange et des entrées de capitaux au Canada. Dans le même ordre d'idées, la part du Québec dans l'investissement total canadien présentait une tendance haussière entre 1951 et 1959 (Dauphin, 2007).

Graphique 6 – Cycles économiques des États-Unis



Sources : Bureau Economic Analysis BEA et Département d'économie, Université de Sherbrooke.

⁶ www.cmhc-schl.gc.ca/odpub/pdf/67066.pdf?lang=fr

Tableau 2 – Cycles économiques du Québec de 1948 à 1980

	Périodes	Facteurs explicatifs
Récession	Du premier au deuxième trimestre de 1949	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse des investissements à travers la réduction des logements mis en chantier. - Réduction de la demande de biens de consommation des ménages. - Essoufflement économique aux États-Unis. - Hausse généralisée des prix à la consommation.
Reprise	À partir du premier trimestre de 1950	<ul style="list-style-type: none"> - Adoption de taux de change flexible au Canada en 1949. - Relance de la production des biens et services au Québec due à la guerre de Corée en 1950. - Dynamique économique aux États-Unis.
Récession	Troisième au quatrième trimestre de 1953	<ul style="list-style-type: none"> - Chute de commande des entreprises de matières premières et de produits semi-finis. - Baisse de la construction de logements.
Reprise	À partir du troisième trimestre de 1954	<ul style="list-style-type: none"> - Investissement massif dans le secteur des ressources naturelles. - Investissement dans les infrastructures routières et ferroviaires.
Récession	Quatrième trimestre de 1957 au premier trimestre de 1958	<ul style="list-style-type: none"> - Récession économique aux États-Unis. - Fin d'importants travaux de construction. - Ralentissement de la production industrielle. - Hausse des taux d'intérêt. - Dégradation des termes de l'échange des produits canadiens vis-à-vis des produits américains.
Reprise	À partir du deuxième trimestre de 1958	<ul style="list-style-type: none"> - Stimulation monétaire de la Banque du Canada. - Politiques budgétaires expansionnistes du Québec et du Canada. - Expansion du secteur tertiaire (enseignement, soins de santé, secteurs financier, administration publique, etc.).
Récession	Troisième trimestre de 1974 au premier trimestre de 1975	<ul style="list-style-type: none"> - Forte hausse du prix du pétrole. - Pression inflationniste soutenue. - Récession économique aux États-Unis.
Reprise	À partir du deuxième trimestre de 1975	<ul style="list-style-type: none"> - Adoption de la politique de double prix du pétrole par le gouvernement fédéral. - Indexation des tables d'impôts et exemptions personnelles. - Investissements publics massifs dans la construction. - Programmes d'habitation subventionnés.
Récession	Du premier au deuxième trimestre de 1979	<ul style="list-style-type: none"> - Récession économique aux États-Unis. - Forte augmentation des taux d'intérêt entre 1979 et 1980. - Forte période d'inflation entre 1975 et 1980. - Baisse de la construction domiciliaire au Québec et au Canada.
Reprise	À partir du troisième trimestre de 1979	<ul style="list-style-type: none"> - Progression des investissements des entreprises. - Augmentation des dépenses de consommation. - Augmentation des exportations des produits québécois due à la fin de la grève dans les mines de fer. - Accélération des travaux publics. - Injection de 750 millions de dollars de réduction d'impôt dans l'économie par le Québec entre 1978 et 1979. - Dévaluation du dollar canadien qui a stimulé les exportations de papier journal, de bois de sciage et d'aluminium au Québec.

Source : Département d'économie, Université de Sherbrooke

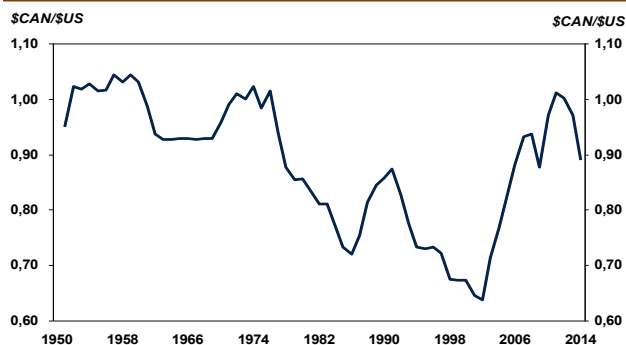
LES ANNÉES 50 : UN RESSAC D'APRÈS-GUERRE, PUIS UN RETOUR DES INVESTISSEMENTS

La dynamique économique retrouvée en 1950 a été stoppée par une deuxième récession s'étalant du troisième au quatrième trimestre 1953 avec des reculs trimestriels annualisés respectifs de -0,7 % et -2,6 %. Linteau, *et al.* (1989), Hébert (1989) et Dauphin (2007) attribuent cette récession à la chute des commandes des entreprises approvisionnant le secteur militaire en matières premières et produits semi-finis (dû à la fin de la guerre de Corée). Hébert

(1989) trouve que la fin de la récession de l'année 1953 a été marquée par des investissements massifs dans le secteur des ressources naturelles au Québec. Les investissements ont alors augmenté de 23,7 % en 1955 et de 18,9 % en 1956 (Hébert, 1989). Il mentionne également d'énormes investissements dans les infrastructures de développement économique (voie maritime du Saint-Laurent, autoroute transcanadienne, etc.). Le taux de croissance trimestriel annualisé du PIB réel a ainsi atteint un pic de 9,2 % sur la période 1954-1956.

À partir du premier trimestre de 1957, un nouvel essoufflement économique est observé avec des taux de croissance trimestriels annualisés inférieurs à 3 %. Il s'ensuit une récession économique du quatrième trimestre de 1957 au premier trimestre de 1958 avec des décroissances trimestrielles annualisées respectives de -3,1 % et -4,3 %. Cette récession viendrait plutôt du ralentissement de la production industrielle au Québec et de la fin d'importants travaux de construction (Hébert, 1989). En effet, le ralentissement économique aux États-Unis a également eu un effet négatif sur les exportations des industries du Québec. À cela s'ajoute la dégradation des termes de l'échange (graphique 7) des produits canadiens vis-à-vis des produits américains (Schembri, 2008) avec une appréciation du dollar canadien de 7 % en 1955 et en 1956 pour s'établir à 1,04 \$ US à la fin de l'année 1956. Une autre cause de cette récession serait la hausse des taux d'intérêt. Schembri (2008) explique ainsi que la Banque du Canada a durci les conditions monétaires jusqu'en août 1957, portant son taux directeur à 4,33 %. **Cette récession est l'une des plus sévères qu'a connue le Québec.**

Graphique 7 – La valeur du dollar canadien a influencé les cycles économiques du Québec



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Pour juguler cette troisième récession à l'échelle du Canada et donc du Québec, la Banque du Canada a adopté des mesures de stimulation monétaire à grande échelle (Schembri, 2008). Ainsi, les taux d'intérêt au Canada ont fléchi et le taux d'escompte officiel est tombé de 3,92 % à la fin de l'année 1957 à 1,91 % en juillet 1958. De plus, pour mettre fin aux conséquences de cette récession et favoriser la relance économique, des mesures budgétaires expansionnistes ont été adoptées par les administrations fédérales et provinciales.

LES ANNÉES 60 : LES GRANDS PROJETS PROPULSENT L'ÉCONOMIE

Une longue période d'expansion économique allant de 1961 jusqu'en 1967 est observée par la suite. Les raisons évoquées par Hébert (1989) pour expliquer la croissance économique durable sur la période sont entre autres la dévaluation du dollar canadien en 1962 qui est passé à 92,5 cents américains, le retour du Canada au régime de change fixe avec les pays de l'OCDE entre 1962 et 1970, et la subvention par le gouvernement provincial de nombreux grands projets. Parmi ceux-ci, le métro de Montréal (entre 1961 et 1966), Expo 67 (entre 1965 et 1967), les développements hydro-électriques de la Côte-Nord (entre 1962 et 1978) et, par la suite, le bassin hydrographique de la Baie James (entre 1971 et 1980).

L'expansion économique observée de 1961 à 1967 est également évoquée par Linteau, *et al.* (1989). Ceux-ci mettent l'accent sur la hausse des investissements publics pour la construction des édifices gouvernementaux et scolaires et sur les investissements destinés à la modernisation des infrastructures routières pour expliquer les sources de cette expansion. De plus, ils évoquent des investissements importants dans l'industrie manufacturière et dans la construction résidentielle qui ont contribué à soutenir la croissance de l'économie québécoise sur la période 1961-1967.

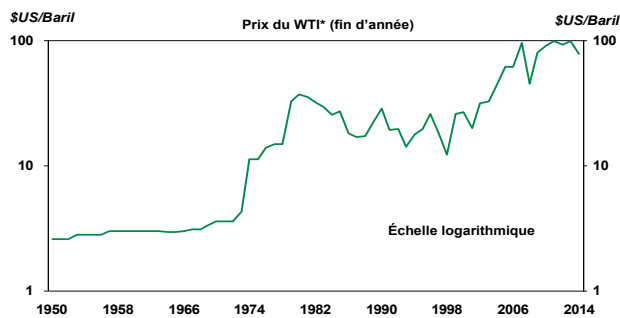
Une période de ralentissement économique (1967-1970) est survenue par la suite. Il s'agit de la même que celle décelée dans les études de Linteau, *et al.* (1989) ou Hébert (1989). Ce dernier explique le ralentissement économique survenu à partir du deuxième trimestre de 1967 par la fin de quelques-uns des grands travaux de construction tels que Expo 67 et le métro de Montréal. Hébert (1989) met également en avant les politiques de lutte contre l'inflation prise par la Banque du Canada en réponse à l'application des mesures anti-inflationnistes prises par les États-Unis, comme des politiques ayant entraîné un ralentissement économique au Canada et au Québec.

LES ANNÉES 70 : IMPACTS DU CHOC PÉTROLIER

La période allant du deuxième trimestre de 1973 au premier trimestre de 1975 est marquée par une stagnation économique qui a laissé place à une récession économique entre le troisième trimestre de 1974 et le premier trimestre de 1975. Les taux trimestriels annualisés respectifs sont de -1,1 %, de -0,1 % et de -1,7 %. Cette période de récession est également évoquée dans les études de Linteau, *et al.* (1989) et de Hébert (1989).

Diverses causes sont évoquées pour expliquer la récession observée entre 1974 et 1975. Pour Hébert (1989), la principale cause réside dans la forte hausse du prix du pétrole (graphique 8) qui a quadruplé de juin 1973 à janvier 1974. En effet, le pétrole brut de référence s'est apprécié de 2,89 \$ US à 11,56 \$ US le baril (Hébert, 1989). Linteau, *et al.* (1989) argumentent que cette crise du pétrole a contraint de nombreuses entreprises au Québec (fortes consommatrices de l'énergie) à déclarer faillite. Cette hausse rapide des prix est due aux pénuries alimentaires mondiales suite à des mauvaises récoltes de l'année 1972 et aux dévaluations conjointes des dollars canadien et américain vis-à-vis des autres monnaies en 1973 (Fortin, 1980). Comme autres causes expliquant la récession de 1974-1975, il y a la récession économique qui était en cours aux États-Unis. C'est l'une des plus longues récessions qu'a connue les États-Unis.

Graphique 8 – La flambée des prix internationaux de pétrole a provoqué une récession au Québec en 1973

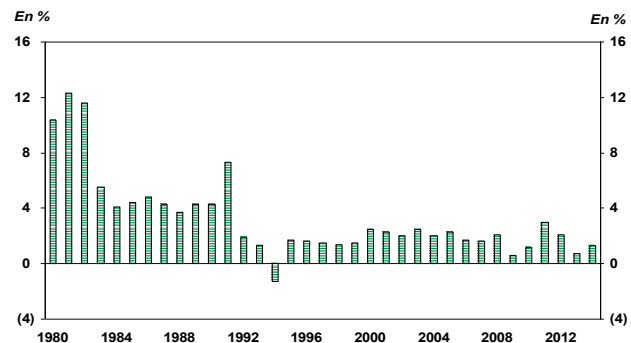


* Type de pétrole: West Texas Intermediate.
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

La crise des années 1974-1975 a eu un impact limité sur l'économie du Québec. En effet, dû au fait que le Canada est un pays exportateur de pétrole, le gouvernement fédéral a adopté des politiques du double prix du pétrole, Hébert (1989). Cette politique a consisté d'une part à vendre le pétrole brut exporté au prix du marché et d'autre part à maintenir à l'intérieur des frontières du Canada un prix qui était jusqu'à 50 % plus bas que celui du marché international. Une autre politique fédérale-provinciale a été l'indexation des tables d'impôt et des exemptions personnelles (Hébert, 1989). Cette politique a eu pour objectif de protéger le pouvoir d'achat des consommateurs au Canada et au Québec. Dickinson et Young (1992) évoquent une autre mesure prise par le gouvernement du Québec pour atténuer la crise de 1974-1975. Il s'agit des investissements publics massifs dans la construction. Il en a résulté de grands projets tels que le site olympique (entre 1973 et 1976), l'aéroport de Mirabel (entre 1970 et 1975) et des programmes d'habitation subventionnés (opération 100 000 logements à Montréal).

Malgré ces mesures de relance économique, le Québec est de nouveau confronté à une récession économique en 1979. Une cause évoquée pour expliquer cette contraction économique au Québec pour la période 1979-1980 est la forte augmentation des taux d'intérêt par la Banque du Canada (Hébert, 1989). Cette hausse des taux d'intérêt visait à combattre l'inflation (graphique 9) et à protéger le dollar canadien face à une hausse des taux d'intérêt américains (Hébert, 1989). Ainsi, le taux d'intérêt préférentiel consenti par les banques à charte à leurs meilleurs clients est passé de 12 % en juin 1979 à 16,7 % en avril 1980 (Hébert, 1989). Pour Linteau, *et al.* (1989), la forte inflation qu'a connue le Québec au milieu des années 1970 jusqu'en 1980 expliquerait cette contraction économique. Ils donnent pour exemple, l'IPC de Montréal fixé à 100 en 1971 qui est passé à 138 en 1975 et a finalement atteint 208 en 1980.

Graphique 9 – Le taux d'inflation a joué un rôle important dans l'histoire économique du Québec



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

LES ANNÉES 80 : L'ÉCONOMIE MONDIALE AFFECTE D'ABORD LE QUÉBEC ET ENSUITE LA POLITIQUE MONÉTAIRE RESTRICTIVE

La courte contraction de 1979 a été suivie par une profonde récession en 1981-1982 (tableau 3 à la page 10). Cette récession débute au quatrième trimestre de 1981 jusqu'au troisième trimestre de 1982 avec de très fortes baisses du taux de croissance trimestriel annualisé qui variait entre -3,3 et -8,3 %. Le Québec a été touché durement par cette récession en raison de la contraction de la demande mondiale de matières premières et par la débandade de l'économie canadienne qui affichait une baisse de la production nationale de près de 4,8 % en 1982⁷.

À cela s'ajoute la récession économique des États-Unis qui a débuté au deuxième trimestre de 1981 pour prendre fin au troisième trimestre de 1982. La récession américaine a contribué à diminuer les exportations des entreprises du Québec et à ralentir les opportunités d'investissement au

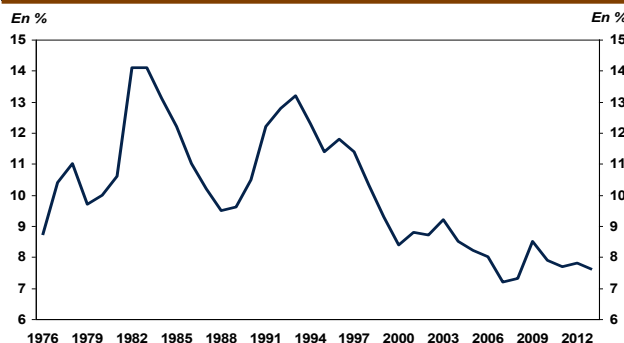
⁷ Ministère des Finances du Québec, discours de 1983.

Québec. Une autre cause pour expliquer la récession 1981-1982 est la politique monétaire doublement restrictive de la Banque du Canada pour soutenir la valeur du dollar canadien et l'afflux de capitaux au Canada. Hébert (1989) affirme que la récession économique au Québec sur la période 1981-1982 s'est caractérisée par un ralentissement des dépenses de consommation en biens durables. Les investissements résidentiels et des entreprises ont connu de fortes baisses. Une chute des logements mis en chantier en 1980 et en 1981 a aussi été observée. Pour Linteau, *et al.* (1989), la récession 1981-1982 a entraîné une crise des finances publiques qui a empêché la réalisation des politiques stimulatrices par l'État québécois. Il s'en est suivi de brusques compressions budgétaires en 1982 avec un taux de chômage qui frisait 14 % en 1982 et en 1983 (Linteau, *et al.*, 1989). Comme exemple, citons la réduction graduelle des investissements d'Hydro-Québec qui représentaient près de 30 % des investissements productifs au Québec.

Pour résorber cette crise économique, des mesures d'urgence ont été prises par le gouvernement du Québec pour augmenter les investissements des entreprises, faciliter leur financement et favoriser leur développement technologique⁸. Parmi ces mesures, mentionnons le programme Corvée-Habitation qui permettait de consentir des prêts hypothécaires à taux réduit. Il y a eu aussi les contributions du gouvernement fédéral et des municipalités pour favoriser une reprise de la construction domiciliaire au Québec⁹.

La prospérité retrouvée au début des années 1983 a laissé place à un ralentissement économique à partir de 1988 qui a abouti à une récession technique en 1989. Cette récession touche les premier et deuxième trimestres de 1989 avec des taux trimestriels annualisés respectifs de -0,4 et de -1,5 %. Le resserrement de la politique monétaire par la Banque du Canada serait la principale cause de cette récession¹⁰. Il s'en est suivi une hausse des taux d'intérêt et une surévaluation du dollar canadien qui ont affaibli la compétitivité des entreprises du Québec. Les mises à pied ont fait grimper le taux de chômage rapidement (graphique 10). À cela s'ajoutent le ralentissement de la demande intérieure aux États-Unis et les fortes hausses des impôts et taxes du gouvernement fédéral¹¹.

Graphique 10 – Le taux de chômage québécois était élevé dans les années 1980 et 1990



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Pour juguler la crise de 1989, le gouvernement du Québec entame une politique budgétaire expansionniste. Cela se traduit par des investissements de près de 66 millions de dollars dans l'enseignement supérieur et la recherche universitaire¹². Notons également des investissements massifs dans les immobilisations publiques (bâtiments et routes) et dans les nouvelles technologies qui visaient à stimuler la compétitivité des entreprises au Québec.

LES ANNÉES 90 : LA LUTTE À L'INFLATION ET LA REMONTÉE DES TAUX D'INTÉRÊT FONT MAL À L'ÉCONOMIE

Peu de temps après la récession de 1989, le Québec fait face à une autre récession économique plus sévère. Cette récession a débuté au deuxième trimestre de 1990 et a persisté jusqu'au premier trimestre de 1992. C'est la plus longue période de récession qu'a connue le Québec depuis 1948, avec des taux de croissance trimestriels annualisés qui ont varié entre -0,8 et -5,5 %. La longueur de cette récession s'explique essentiellement par une reprise économique très lente aux États-Unis et un endettement élevé des entreprises et des ménages qui ont entraîné une contraction des dépenses d'investissement et de consommation. Parmi les causes de cette récession figure le niveau très élevé des taux d'intérêt qui prévalait au Canada (graphique 11 à la page 11). Le coût élevé des emprunts a tendance à ralentir les investissements des entreprises québécoises. Mentionnons aussi la récession économique aux États-Unis qui affectait négativement les débouchés pour les produits québécois.

⁸⁻⁹ Ministère des Finances du Québec, discours de 1983.

¹⁰⁻¹¹ Ministère des Finances du Québec, discours de 1989.

¹² Ministère des Finances du Québec, discours de 1989.

Tableau 3 – Résumé des cycles économiques du Québec et des facteurs explicatifs de 1981 à 2014

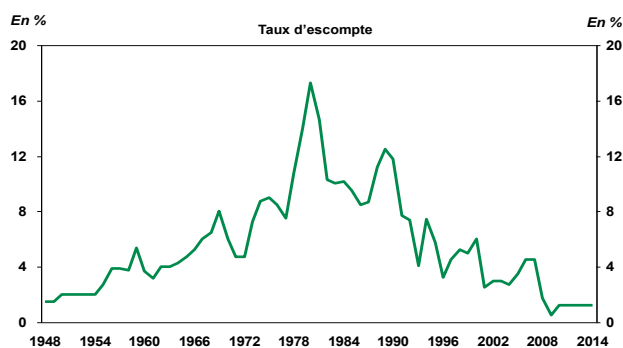
	<i>Périodes</i>	<i>Facteurs explicatifs</i>
Récession	Du quatrième trimestre de 1981 au troisième trimestre de 1982	<ul style="list-style-type: none"> - Politique monétaire doublement restrictive de la Banque du Canada avec des taux d'intérêt à court terme les plus élevés du monde industriel. - Récession économique aux États-Unis. - Contraction de la demande mondiale de matières premières telles que le bois, le papier journal, le minerai de fer et autres. - Forte inflation au Canada par rapport aux États-Unis. - Hausse des taxes au Québec entre novembre 1981 et mai 1982.
Reprise	À partir du deuxième trimestre de 1983	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction et stabilisation des taux d'intérêt au Canada. - Mise en place du programme « Corvée-Habitation » afin de consentir des prêts hypothécaires à taux réduit en 1982. - « Plan Biron » pour un soutien d'urgence aux entreprises en 1982. - Injection de 160 millions de dollars dans le programme de création d'emplois.
Récession	Du premier au deuxième trimestre de 1989	<ul style="list-style-type: none"> - Hausse des taux d'intérêt par la Banque du Canada. - Ralentissement économique aux États-Unis. - Politique macro-économique restrictive du gouvernement du Canada. - Surévaluation du dollar canadien.
Reprise	Du troisième trimestre de 1989 au premier trimestre de 1990	<ul style="list-style-type: none"> - Plan d'accélération des investissements du secteur public du Québec. - Plan quinquennal d'investissements dans le réseau routier québécois. - Aide au financement et au regroupement des entreprises pour 45 millions de dollars. - Augmentation des immobilisations d'Hydro-Québec de plus de 1 milliard de dollars.
Récession	Du deuxième trimestre de 1990 au premier trimestre de 1992	<ul style="list-style-type: none"> - Récession économique dans le reste du Canada et aux États-Unis. - Taux d'intérêt élevé de la Banque du Canada. - Ralentissement généralisé des dépenses de consommation et d'investissement.
Reprise	À partir du deuxième trimestre de 1992	<ul style="list-style-type: none"> - Plan d'accélération des investissements de 279 millions de dollars dans la santé, l'éducation et les affaires culturelles dès 1991. - Plan de restauration du réseau routier local et national à partir de la fin 1990. - Accélération des immobilisations d'Hydro-Québec en 1990 et en 1991. - Réduction du fardeau fiscal des entreprises au Québec dès 1991. - Mise en place d'un réseau des sociétés régionales d'investissements au Québec en 1992.
Récession	Du deuxième au troisième trimestre de 2001	<ul style="list-style-type: none"> - Récession économique aux États-Unis pour cause de la bulle technologique. - Fort ralentissement économique dans le reste du Canada. - Découragement des investissements dans la construction de nouveaux logements et dans l'entretien des loyers existants.
Reprise	À partir du quatrième trimestre de 2001	<ul style="list-style-type: none"> - Injection de 400 millions de dollars en faveur des consommateurs à la fin de l'année 2000 par le gouvernement du Québec. - Mesure de soutien aux PME et à l'investissement privé au Québec. - Plan d'accélération des investissements publics au Québec de 3 milliards* de dollars en 2002. - Politique monétaire et politique budgétaire expansionnistes aux États-Unis.
Récession	Du quatrième trimestre de 2008 au deuxième trimestre de 2009	<ul style="list-style-type: none"> - Crise financière aux États-Unis dès 2008. - Crise de la demande pour les exportations du Québec. - Choc sur le prix des matières premières.
Reprise	À partir du troisième trimestre de 2009	<ul style="list-style-type: none"> - Plan québécois de 37 milliards** de dollars pour la réfection des routes, des hôpitaux, des écoles et des équipements municipaux dès 2007. - Réduction des impôts des particuliers de plus d'un milliard en 2008 pour la classe moyenne au Québec. - Mise en place du programme « Renfort » pour le financement des entreprises au Québec. - Stimulation de l'investissement des entreprises privées et publiques. - Relance économique par le gouvernement fédéral. - Relative stabilité du système financier du Canada.

* : Selon le secrétariat aux investissements publics, l'investissement prévu au départ était de 3 milliards de dollars en 2002.

** : Ce montant correspond à l'investissement qui était prévu par le gouvernement en 2007.

Le montant réel des investissements réalisés est de 43 milliards de dollars sur la période 2007-2012.

Source : Département d'économie, Université de Sherbrooke

Graphique 11 – La politique monétaire de la Banque du Canada a façonné les cycles économiques du Québec


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

La baisse des tensions inflationnistes a contribué à la reprise économique au Québec à partir de 1992. Cette période de reprise s'est accompagnée par une forte baisse des taux d'intérêt au pays. De plus, le recul du dollar canadien et l'amélioration de la croissance économique américaine ont favorisé la croissance des exportations du Québec¹³. Ajouté à cet environnement économique favorable, le gouvernement du Québec a engagé près de 600 millions de dollars canadiens dans le cadre du programme d'accélération des investissements publics¹⁴. D'autres investissements massifs ont contribué à soutenir la croissance économique du Québec, notamment l'augmentation de près de 30 % des immobilisations d'Hydro-Québec en 1991.

LES ANNÉES 2000 : ÉCLATEMENT DE LA BULLE TECHNOLOGIQUE ET RÉCESSION NORD-AMÉRICAINE

La croissance économique qui a débuté en 1993 s'est poursuivie jusqu'en 2001 où une récession technique est observée. Cette période de contraction persiste aux deuxième et troisième trimestres de 2001 avec des taux respectifs de -1,8 et de -0,05 % (taux trimestriel annualisé). Cette récession est en partie une conséquence de la récession qui avait lieu aux États-Unis dès le début de l'année 2001 et des événements du 11 septembre qui ont aggravé la situation. La récession américaine a été causée principalement par l'éclatement de la bulle technologique qui s'est produite

aux États-Unis vers la fin de l'année 1999 et a atteint son apogée en mars 2000. Elle s'est par la suite propagée au reste de l'économie nord-américaine. Le principal produit d'exportation du Québec, qui était alors le matériel de télécommunications, a par conséquent subi un effondrement. Parallèlement, la province connaissait une baisse de la construction de nouveaux logements. Ces facteurs sont à la source de cette courte et faible récession au Québec tandis que le reste du Canada n'a connu qu'un ralentissement de l'activité économique sans récession.

Le Québec connaîtra par la suite une autre récession technique qui part du quatrième trimestre de 2008 jusqu'au deuxième trimestre de 2009 avec des taux de croissance trimestriels annualisés respectifs de -2,4 %, -4,2 % et -2,3 %. Cette période de contraction du PIB réel est essentiellement le résultat de la crise financière qui a débuté aux États-Unis au début de l'année 2008. Cette récession est précédée d'une baisse du nombre de logements mis en chantier entre le quatrième trimestre de 2007 et le deuxième trimestre de 2009, avec des taux de croissance moins élevés (entre -2,8 et -7,9 %). L'impact de cette crise est malgré tout relativement limité au Québec. La principale raison évoquée est l'investissement public massif du Plan québécois des infrastructures (PQI) de 43¹⁵ milliards de dollars sur 5 ans initié par le gouvernement du Québec vers la fin de l'année 2007 pour la réfection des routes, des hôpitaux, des écoles et des équipements municipaux.

CONCLUSION

Cette étude réalisée par une équipe du département d'économie de l'Université de Sherbrooke a consisté, dans un premier temps, à déterminer une série du PIB réel trimestriel à partir de la série annuelle qui existait pour la période de 1948 à 1980. Dans un deuxième temps, l'analyse complète du cycle économique de 1948 à nos jours a été effectuée. Il a été possible d'estimer le PIB réel trimestriel du Québec pour la période 1948-1980 grâce à la disponibilité des statistiques trimestrielles fortement corrélées au PIB réel annuel du Québec. La technique développée par l'ISQ (méthode de Ginsburgh modifiée) a été utilisée pour réaliser les estimations.

¹³ Ministère des Finances du Québec, discours de 1993.

¹⁴ Ministère des Finances du Québec, discours de 1992.

¹⁵ Le plan du gouvernement qui a été publié en 2013 donne un total de 43 milliards de dollars d'investissements. Il s'agit du montant réel dépensé.

Lorsque la période 1948-1980 est considérée, les périodes de récession et d'expansion au Québec, décrites dans les études de Hébert (1989), de Linteau, *et al.* (1989), Raynauld (1961) ou encore de Vallières (1973) sont toutes représentées dans la série du PIB réel trimestriel qui a été estimée. À l'instar de Raynauld (1961), il faut conclure que la structure économique du Québec a permis de résister aux chocs économiques en provenance du reste du Canada et des États-Unis. Cela s'est traduit par une courte durée et une faible ampleur des différentes récessions jusqu'en 1960. La période après 1961 est marquée par une croissance économique soutenue au Québec jusqu'en 1973. Cette dernière période s'est également caractérisée par la présence accrue de l'État québécois dans toutes les sphères de l'activité économique. De nombreux projets de création d'entreprises étatiques ainsi que des investissements massifs en infrastructures routières et en logements ou encore à des soutiens aux entreprises privées sont lancés. Après 1980, une persistance de la durée des récessions survenues est observée (1981-1982 et 1990-1992). La politique monétaire du Canada est une des principales causes de ces récessions survenues durant cette période caractérisée par des taux d'inflation et des taux intérêt très élevés. Cette étude confirme aussi la forte influence qu'exerce le cycle économique des États-Unis sur le commerce extérieur. La récession américaine de 2008-2009 a laissé de profondes séquelles en Amérique du Nord et les exportations du Québec sont encore en convalescence. L'histoire reste à venir pour la suite...

Philippe Kabore

Étudiant à la maîtrise au département
d'économique de l'Université de Sherbrooke

Sous la supervision de :

Marcelin Joanis, Ph.D.

Professeur agrégé, Département d'économique,
Faculté d'administration Université de Sherbrooke
Professeur agrégé de sciences économiques,
Département de mathématiques et génie industriel,
Polytechnique Montréal
Fellow, Centre interuniversitaire de recherche en
analyse des organisations (CIRANO)

et

Luc Savard, Ph.D.

Professeur titulaire,
Département d'économique, Faculté d'administration
Université de Sherbrooke

BIBLIOGRAPHIE

Bégin, H. 2008. *Le Québec pourrait éviter un fort recul de son économie*. Desjardins Études Économiques, 10 décembre 2008.

Dauphin, R. 2007. *La croissance économique du Québec au 20^e siècle*. Institut de la statistique du Québec.

Carufel, J. et Lizotte, S. 1982. *L'approche économétrique utilisée pour la production de valeurs trimestrielles des comptes économiques du Québec*. Bureau de la Statistique du Québec, Québec.

Dickinson, A. J. and Young, B. 1992. *Brève histoire socio-économique du Québec*. Les Éditions du Septentrion.

Fortin, P. (1980). *Chômage, inflation et régularisation de la conjoncture au Québec*. Institut de recherche C. D. Howe, Montréal.

Hébert, G. 1989. *Les comptes économiques de 1926 à 1987. Le Québec statistique*, 59^e édition, Québec. Les publications du Québec, p. 45-67.

Institut de la statistique du Québec. 2014. *Comptes économiques-Comptes de revenus et dépenses du Québec*, 1^{er} trimestre 2014. Direction des statistiques économiques, ISQ.

Joanis, M. et Godbout, L. 2009. *Le Québec Économique 2009*, Le chemin parcouru depuis 40 ans, Presses de l'Université Laval (PUL).

Lamy, R. and Sabourin, P. 2001. *Monitoring regional economies in Canada with new high-frequency coincident indexes*. Department of Finance, Economic and Fiscal Policy Branch.

Linteau, P.-A., Durocher, R., Robert, J.-C. et Ricard, F. 1989. *Histoire du Québec contemporain*, Nouvelle édition refondue et mise à jour, Montréal, Boréal.

Ministère des Finances du Québec. 1983. *Discours sur le budget*. Bibliothèque du ministère des Finances. Mai 1983, p. 1-61, Québec, Québec.

Ministère des Finances du Québec. 1989. *Discours sur le budget*. Bibliothèque du ministère des Finances. Mai 1989, p. 1-260, Québec, Québec.

Ministère des Finances du Québec. 1992. *Discours sur le budget*. Bibliothèque du ministère des Finances. Mai 1989, p. 1-222, Québec, Québec.

Ministère des Finances du Québec. 1993. *Discours sur le budget*. Bibliothèque du ministère des Finances. Mai 1993, p. 1-186, Québec, Québec.

Raynauld, A. 1961. *Croissance et structure économiques de la province de Québec*. Presses de l'Université Laval.

Statistique Canada. 2014. *Tableau 027-0008*. Société canadienne d'hypothèques et de logement, logements mis en chantier, en construction et achèvements, toutes les régions, trimestriel. Version mise à jour en juillet 2014, Ottawa, Ontario.

Schembri, L. 2008. *Les importantes leçons à tirer de l'expérience canadienne d'un régime de changes flottants dans les années 1950*. Revue de la Banque du Canada.

U.S. Bureau of Economic Analysis, "Table 1.1.3. Real Gross Domestic Product, Quantity Indexes," Last Revised on: August 28, 2014.

Vallières, M. 1973. *Les industries manufacturières du Québec 1900-1959: Essai sur la normalisation des données statistiques en dix-sept groupes industriels et étude sommaire de la croissance de ces groupes*. Thèse de doctorat. Thèse (MA (lettres)), Université Laval.